



#DÉCLARATION LIMINAIRE

CSAM du 17 avril 2026

Monsieur le Ministre,

Nous avons pris note de vos réponses à nos interpellations.
Ces réponses sont à mille lieues des attentes, des préoccupations, et même des inquiétudes des personnels.

Que ce soit sur les rémunérations, les carrières, les conditions de travail, ou l'avenir des missions, une fois de plus ce ministère est sourd aux revendications des agent·es.
Le dégel des rémunérations, le gel des suppressions d'emplois promis depuis des années ne sont toujours pas au programme.

Pourtant, les moyens existent, les milliards pleuvent pour la marche à la guerre pendant que les besoins sociaux les plus élémentaires ne sont pas satisfaits.
Ce sont les services publics, les fonctionnaires, et particulièrement les personnels de Bercy qui payent l'austérité budgétaire que votre gouvernement et ses prédécesseurs ont mis en œuvre.

Particulièrement s'agissant des rémunérations des fonctionnaires, les discussions sont mal engagées, pourtant il y a urgence, face aux périodes inflationnistes qui se succèdent.
Ce ne sont pas les salaires qui provoquent l'inflation, il est temps de rétablir la valeur de nos rémunérations.

S'agissant du projet de loi RIPOST et de la Douane, nous prenons bonne note de votre affirmation officielle de l'identité régaliennne de la Douane, du périmètre de ses prérogatives et de son appartenance dans son intégralité au ministère de l'Économie et des Finances. Ces annonces devront être suivies d'actes forts.

Concernant la DGCCRF, il est temps, pour notre fédération, de corriger l'ineptie de près de 20 ans de réforme de la RéATE.

Toutes celles et tous ceux qui se sont penché·es sérieusement sur l'organisation de la DGCCRF ont partagé le même constat de l'inefficacité de son organisation territoriale. Que ce soient les ministres de l'Économie successifs (dont Emmanuel Macron), les ministres de tutelle, les différentes missions d'inspection, les rapports Auvigne et Mazurel en 2015, tout comme celui de la Cour des Comptes il y a quelques mois.

Il est tant de trancher entre un service bancal et dysfonctionnel en phase avec les aspirations préfectorales ou une DGCCRF à l'unité enfin restaurée, plus efficace.

Le choix est sans appel, il faut sortir la DGCCRF des structures inadaptées à son exercice, rendre à l'administration centrale l'autorité sur l'ensemble du réseau.

Nous tenons à vous alerter, une nouvelle fois, sur la dégradation continue du dialogue social au ministère.
Dernier exemple en date : lors d'un groupe de travail de Finances publiques actant l'abandon d'une mission par la DGFIP au profit de la CDC ; des expert·es CGT CDC dûment convoqué·es à la demande du syndicat CGT FIP, se sont vu finalement, la veille de la réunion, refusé leur participation. Le motif avancé, un GT « interne » est scandaleux compte tenu de la présence conjointe de représentant·es des administrations DGFIP et CDC. Il s'agit d'un mépris flagrant des représentant·es des personnels.

Pour terminer. Un an après votre choix inique et toujours incompréhensible de l'opérateur ALAN pour la protection sociale complémentaire en santé au ministère, nous vous remettons une pétition signée par près de 20.000 agents (ce qui est considérable vous en conviendrez), exigeant un opérateur sans objet lucratif et socialement responsable.